

LE COLLOQUE « DÉCOLONISONS LES RÉGIONS »

PARIS LE 21 MARS 2017

Secrétaire général des Félibres de Paris (SFP-ALO), j'ai assisté à ce colloque (bien) organisé par « *Régions et Peuples Solidaires* » (RPS) » et « *l'Alliance Libre Européenne (ALE)* ». Une réunion vraiment intéressante. A défaut d'adopter un ordre de mobilisation à partir de situations fort diverses, on en est sorti avec une bonne description de l'état présent des minorités en France et en Europe : stagnation pour certaines et au contraire progrès évidents pour d'autres.

Je vous propose de lire ci-après un compte-rendu des débats. Naturellement, les animateurs du site « Amilengoc » seraient très intéressés de connaître vos réactions, vos propositions. À votre ordinateur pour nous en faire part !

I-PRÉSENTATION GÉNÉRALE

-La tenue du colloque m'avait été signalée par le blog de David Gosclaude, conseiller régional de Nouvelle Aquitaine et président du parti occitan auquel j'invite tout le monde à s'inscrire :

<https://david-grosclaude.com/>

-La réunion s'est tenue rue d'Athènes (8^{ème} arrondissement) dans une salle de dimension moyenne et raisonnablement pleine.

-Les intervenants annoncés étaient tous là sauf un maire basque du nord et Gilles SIMEONI, chef de l'exécutif corse, remplacé par une élue autonomiste.

À savoir : un occitan Gustave ALIROL auvergnat, ex-député européen et actuel président de RPS qui n'a fait que 2 très belles interventions pour introduire et conclure le colloque, un Breton, Paul MOLAC, 2 Corses, François ALFONSI au titre de RPS qui a parlé en dernier et Fabienne GIOVANNINI élue autonomiste (le parti du président SIMEONI, un basque du Nord Jean TELLECHEA, adjoint au maire d'Urugne. Pour les non-Français, une basque du sud du parti indépendantiste *Bildu*, une catalane de la « *Généralitat* » membre du parti *Esquerra republicana*, et une Galicienne. Il y a eu aussi des interviews vidéo faites par D.GROSCLAUDE notamment du président du parlement flamand et de Lluís LLACH, chanteur retraité (vieilli bien sûr, malade ?) et actuellement député au parlement la *Generalitat*.

-La réunion était animée par un journaliste de Radio Languedoc et un journaliste suisse du *Temps* fixé à Paris. Tout était évidemment en français. On a pu poser des questions par écrit, ce qui est largement préférable aux interventions orales où sévissent souvent des bavards ou des teneurs de propos hors sujet. La présidence résumait les questions écrites, sans les oublier. Je peux le dire car j'ai fait passer beaucoup de petits papiers.

-Après le colloque qui a duré un peu plus de 3 heures, a été offert un « cocktail dinatoire » où on a pu dialoguer avec les intervenants. Il y avait même un stand de Bretons de l'UDB. Je ne me suis pas privé d'entrer en contact avec un certain nombre d'intervenants. J'étais toujours d'accord sauf avec les Bretons qui m'assuraient que la division entre celtisants de Basse-Bretagne et Gallos de Haute-Bretagne (y compris la Loire Atlantique) était sans importance.

II- QUE RETENIR SUR LE FOND ?

Evidemment il existe un vif contraste entre les minorités hors de France et celles de l'hexagone.

A-HORS DE FRANCE

L'autonomie est une réalité chez les Flamands, les Catalans les Ecosseis, et les Basques, tous plus ou moins proches de l'indépendance. Une exception, les Galiciens. Leur langue se porte plutôt moins bien que le corse, je m'en étais rendu compte au cours d'un voyage fait il y a 5 ou 6 ans.

1-LA FLANDRE

Le président du parlement flamand nous a dit (enregistrement vidéo) que rien ne s'opposait à leur indépendance qui se fera en bon accord avec les Wallons, rien sinon les Flamands eux-mêmes qui choisiront le bon moment. En attendant, pas d'explication sur le choix de leur présence dans un gouvernement fédéral

présidé par un francophone. L'animateur du colloque, le journaliste suisse, s'est permis de douter du bon climat présent et à venir entre les deux communautés.

2-LA CATALOGNE

Sonia GALTIÈE une française fixée en Catalogne, qui a la double nationalité est déléguée aux relations extérieures du vieux parti de *l'Esquerra republicana* qui existait déjà sous la seconde république espagnole. Aujourd'hui, c'est le « *junior partner* » du gouvernement Puigdemont.

Elle nous a dit, très optimiste, que les indépendantistes tenaient le bon bout. C'est en septembre qu'aura lieu le referendum. Un scoop ? En tout cas, je n'avais jamais entendu évoquer cette date avec tant d'assurance. Selon l'oratrice, Madrid déclarera sans doute le référendum illégal mais n'enverra pas l'armée occuper les bureaux de vote de crainte de provoquer des émeutes, sans compter l'hostilité probable des autres États européens. La Catalogne a toujours proclamé son attachement à l'Union européenne et, quel que soit le résultat (qu'elle ne contestera pas plus que les Québécois au Canada), elle persistera dans son attitude.

Sonia G. a répondu à 2 questions : tout d'abord sur les rapports avec les Valenciens et les Baléars. Toujours optimiste, elle nous a assuré qu'après la victoire, ils viendraient rejoindre leurs frères de la Généralité. Ensuite sur le pourquoi du désir indépendantiste pour la région la plus riche d'Espagne. Elle nous a donné des chiffres où il apparaît que la solidarité exigée par Madrid était une véritable extorsion, équivalant à ce qui s'est fait pour l'Allemagne de l'Est mais là-bas, il y avait une économie complètement ruinée et le déversement de sommes énormes était conçu comme provisoire.

3-LE PAYS BASQUE SUD

L'oratrice était une représentante de « *Bildu* », le dernier avatar des partis indépendantistes basques après la dissolution des 2 partis précédents très liés à l'ETA et qui n'avaient jamais condamné la violence. Ce parti, lui, condamne tout à fait le terrorisme passé (il n'existe plus aujourd'hui) tout en dénonçant l'attitude vengeresse de Madrid qui contraste avec celle du Royaume-Uni après la cessation du terrorisme de l'IRA en Irlande du Nord. Elle nous a assuré que, unis avec le PNV, parti autonomiste majoritaire ils étaient tout aussi partisans de l'indépendance que les Catalans et que le succès de ces derniers leur permettrait de pousser les feux, si on nous permet cette métaphore plutôt mal choisie.

B-EN FRANCE

La situation est tout sauf brillante, avec des différences selon les minorités concernées.

1-L'OCCITANIE

Heureusement qu'il n'y a pas eu d'intervention propre à notre pays d'oc. Cela nous a évité la honte !

2-LA CORSE

C'est évidemment nettement mieux. Les autonomistes de Gilles SIMEONI, alliés aux indépendantistes de Guy TALAMONI, ont pris la direction de la « Collectivité ». L'oratrice a déclaré qu'elle représentait « une nation vaincue au 18^{ème} siècle et qui entend le redevenir ». Cela ne se fera pas en un an ni même en un mandat mais « le gouvernement corse » (appellation qu'il se donne) s'est fixé des objectifs qu'il entend tenir assez vite : d'abord l'enseignement de la langue qui devrait être obligatoire, couplé avec l'enseignement de l'italien, ensuite sa co-officialité, actuellement bloquée alors que même les non-autonomistes l'ont votée, enfin, le droit d'adaptation des lois françaises. Le Conseil exécutif a créé le « *Giuramentu* » qui contient des engagements précis. Chaque élu est invité à y adhérer.

3-LE PAYS BASQUE

A défaut d'obtenir la création d'une région ou d'un département propre, les Basques ont obtenu la création d'une communauté de communes regroupant les 158 communes bascophones ou mixtes béarno-basques. C'est un début et encore qui se fait dans la douleur. Le maire adjoint d'Urugne qui intervenait nous a dit qu'il y aura tout de même une possibilité de développer l'enseignement de la langue et de faciliter le processus de désarmement de l'ETA. (Aux dernières nouvelles, l'ouverture des caches d'armes a bien eu lieu, mais sous l'étroit contrôle de Paris.) Quant aux possibilités de développement économique, l'intervenant nous a dit que le président Rousset était hélas un centralisateur au profit de Bordeaux. Les grandes régions auxquelles j'étais a priori favorable reproduisant le schéma centraliste français ? On doit y réfléchir. On a créé des « métropoles »

Bordeaux, Lyon, Marseille etc... qui écrasent les pays de campagnes et petites villes. Si on les séparait ? On l'a bien fait pour le département du Rhône (Lyon métropole d'un côté et Rhône campagne de l'autre).

4- LA BRETAGNE

La Bretagne était représentée par le député du Finistère Paul MOLAC, le plus activiste des élus régionalistes. Sur sa région, il est tout sauf optimiste. 120 000 locuteurs du breton seulement, une ministre sortante de l'Enseignement défavorable aux Diwans dont le bilan n'est déjà guère reluisant. Surtout, le mot même d'autonomie fait peur en Bretagne. On est loin de la Corse ! Il n'y a qu'à voir les scores électoraux de l'UDB, un parti qui est pourtant tout sauf extrémiste. On manifeste très durement (cf. les marins-pêcheurs incendiant le palais de Rennes et les Bonnets rouges détruisant des portiques installés après un vote unanime de l'assemblée nationale) mais ce n'est pas pour se prendre en mains. En Corse, on élit des autonomistes pour faire quelque chose, aux Antilles, on les élit pour qu'ils ne fassent rien, en Bretagne, on ne les élit même pas.

MOLAC nous a fait part de son action pan-régionale dont il n'a effectivement pas à rougir. Si tous ceux qui se disent régionalistes en avaient fait autant, on n'aurait sans doute pas à déplorer le bilan globalement négatif du quinquennat HOLLANDE. Il y avait au départ plutôt de la bonne volonté, au contraire des présidents précédents bonne volonté mais pas activisme. La timidité des élus locaux et des associations-dont le Félibrige étant ce qu'elle est, on ne peut dire qu'une chose : les torts sont partagés ! Ce Sénat pour 3 ans à gauche qui ne fait rien, cette première proposition de loi qui ne passe pas à cause de la non-mobilisation de députés pourtant à son origine...

Il reste une mention dans la loi PEILLON, première loi évoquant la question depuis la loi DEIXONNE. Il y a eu quelques avancées réglementaires. L'Assemblée nationale a adopté en commission une proposition MOLAC signée entre autres par l'éphémère ministre de l'Intérieur LE DRIAN. Trop tard pour une adoption par les 2 assemblées. A la prochaine Assemblée de reprendre les choses. BAYROU, soutien de MACRON à la manœuvre ? Ce serait une bonne chose. Mauvaise nouvelle, MOLAC, quelque peu désespéré de sa solitude, nous a dit qu'il n'était pas sûr de se représenter !

EN CONCLUSION, Gustave ALIROL nous a conseillé 2 livres : celui d'un journaliste de Libé, régionaliste autant qu'européiste « L'Europe : leçons à l'usage des eurosceptiques » et celui du philosophe Michel ONFRAY « Décoloniser les provinces ». Ce dernier, je l'ai lu et je vous le déconseille : ouvrage bâclé, qui se revendique d'une idéologie anarchiste sans nous dire comment elle peut s'incarner. On a envie d'applaudir la dénonciation du centralisme multi-séculaire de l'Etat français et puis on recule devant le « rien au-dessus de la commune », un Paris qui devrait être rien de plus qu'une commune comme les autres, une Europe assassine des peuples etc...

APPEL A NOS LECTEURS

En introduction, je vous ai demandé de vous exprimer. Nous sommes tous « régionalistes » mais encore ? Comme disait Bayrou en refusant de se joindre à l'UMP « Quand on pense tous la même chose, c'est qu'on ne pense rien ». Alors, précisons. Cinq points sur lesquels nous vous invitons à vous exprimer :

-L'autonomie et même le fédéralisme ne sont-ils pas la seule voie pour arriver à la protéger les libertés locales ?

-La réforme territoriale Hollande ne doit-elle pas être annulée en cela qu'elle fait l'impasse sur toutes les différences historiques et géographiques dans le territoire français ? Et qu'elle n'accroît ni les compétences, ni les capacités des régions ?

-Le mille-feuilles territorial ne doit-il pas être détruit une fois pour toutes, en supprimant arrondissements et départements et en remplaçant les 36 000 communes par des regroupements au niveau du canton ou de l'arrondissement actuel. Subsisteraient alors 2 seuls niveaux, la région et la grande commune auxquels on pourrait conserver la compétence générale.

-Des régions largement autonomes mais plus ou moins autonomes ne doivent-elles pas être créées ? Pour le plus bas niveau d'autonomie, Paris (de la taille de la métropole actuelle) ; au milieu des régions union d'anciennes provinces françaises et, au plus haut niveau de l'autonomie, les régions de

langues minoritaires qui seraient bilingues (co-officialié de la langue locale avec le français) avec des ministères propres de l'enseignement et de la Culture.

-Ne faudrait-il pas prévoir des assemblées professionnelles dotées de véritables pouvoirs pour prévenir, dans toute la mesure du possible les crises agricoles et autres qui prennent nos gouvernants au dépourvu ?

... et d'autres points que vous souhaiteriez aborder, d'autres propositions que vous voudriez présenter. Nous vous lirons et nous vous répondrons.

Pour le site

Francis d'ABRIGEON

Secrétaire général de la SFP-ALO

-